

**GHT SOMME LITTORAL SUD
DIRECTION DES ACHATS**

Marché public de fournitures courantes et services

**Cahier des Clauses
Administratives Particulières
(C.C.A.P)**

**Remplacement d'un
groupe électrogène
pour le Centre
Hospitalier d'Hesdin**

Numéro du marché : 24TE0162

Date limite de remise de plis :

Le 18/11/2024 – 12h00

Sommaire

Préambule	5
Généralités du GHT Somme Littoral Sud	5
Compétences de l'établissement support et des établissements parties.....	6
1. Objet du marché, dispositions générales	6
1.1. Objet.....	6
1.2. Procédure et forme du contrat	6
1.3. Décomposition du marché	7
1.3.1. Allotissement.....	7
1.3.2. Décomposition en tranches	7
1.4. Représentation des parties	7
1.5. Parties et intervenants à l'opération	8
1.5.1. Maître d'ouvrage.....	8
1.5.2. Maîtrise d'œuvre.....	8
1.5.3. Organisation Pilotage Coordination	8
1.5.4. Informations réciproques des parties	8
1.6. Réalisation de prestations similaires.....	8
1.7. Cotraitance et sous-traitance.....	9
1.7.1 Cotraitance	9
1.7.2 Sous-traitance.....	9
2. Pièces contractuelles	10
3. Forme des notifications et informations au titulaire.....	11
3.1. Langue du marché.....	11
4. Durée et délais d'exécution	11
4.1. Durée du marché.....	11
4.2. Délais d'exécution	12
4.3. Prolongation des délais d'exécution	12
5. Prix	12
5.1. Contenu et caractéristiques des prix	12
5.2. Variation des prix	13
5.3. Application de la taxe à la valeur ajoutée	13
6. Clauses de financement et de sûreté	14
6.1. Avance	14
6.2. Garanties financières de l'avance	14
7. Règlement des comptes.....	14



7.1.	Mode de règlement – Escompte	14
7.2.	Intérêts moratoires	15
7.3.	Présentation des factures au format dématérialisé	15
7.4.	Demandes de paiement	16
7.4.1	Paiements des cotraitants et des sous-traitants	16
7.4.2	Présentation des factures	17
7.5.	Délai global de paiement et intérêts moratoires	17
8.	Pénalités.....	17
8.1.	Retard dans l'exécution des prestations	18
8.2.	Retard dans la remise des documents	18
8.3.	Réunions.....	18
8.4.	Non remise en état des lieux	18
8.5.	Défaut de balisage ou non-respect de la sécurité des lieux ou de la propreté du chantier	18
8.6.	Pénalité pour sous-traitance non déclarée	18
8.7.	Pénalité pour travail dissimulé.....	19
9.	Modalités d'exécution du marché	19
9.1.	Conditions d'exécution des prestations.....	19
9.1.1	Accès et consignes	19
9.1.2	Emplacement des installations de chantier	19
9.1.3	Consignes générales de sécurité.....	19
9.2.	Obligations du titulaire.....	19
9.2.1	Réunions	19
9.2.2	Coopération	19
9.2.3	Intervenants.....	20
9.2.4	Cadre d'intervention	21
9.2.5	Confidentialité.....	21
9.2.6	Présentation des livrables.....	21
9.3.	Responsabilité du titulaire	21
9.3.1	Dommages causés du fait de l'exécution des prestations	21
9.3.2	Gestion des déchets.....	21
10.	Constatation de l'exécution des prestations	21
10.1.	Opérations de vérification	21
10.2.	Décision après vérification	22
11.	Garantie biennale	22
12.	Assurances.....	22



13. Clauses de réexamen	23
14. Différends et litiges	23
15. Résiliation.....	24
16. Redressement ou liquidation judiciaire	25
17. Clause complémentaire	25
18. Dérogations au CCAG-FCS	25

Préambule

Convention constitutive approuvée par arrêté ARS

Vu les articles L. 6132-1 à L. 6132-7 du code de la santé publique instituant les groupements hospitaliers de territoire,

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire codifié aux articles R. 6132-1 et s. du code de la santé publique,

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L.6132-3 du Code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire,

Vu l'arrêté en date du 31 décembre 2011 relatif au plan stratégique régional de santé de la région Nord- Pas de Calais,

Vu l'arrêté en date du 28 décembre 2012 portant adoption du projet régional de santé, notamment le schéma régional d'organisation des soins de Picardie,

Vu les travaux préparatoires du plan stratégique régional de santé de la région Hauts de France en cours d'élaboration pour la période 2018-2022,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-30 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 1er juillet 2016 relatif à la composition du GHT Somme Littoral Sud,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-56 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 29 août 2016 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2017-10 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 13 février 2017 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud, (avenant 1),

Considérant l'avenant n°2 à la convention constitutive du GHT signé entre les 10 Ets le 29 juin 2017, et adressé à l'ARS le 29 juin 2017 pour approbation.

Généralités du GHT Somme Littoral Sud

Le GHT Somme Littoral Sud a été constitué le 29 juin 2016. Sa composition a été approuvée par l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-30 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 1er juillet 2016 relatif à la composition du GHT Somme Littoral Sud.

La convention constitutive du GHT Somme Littoral Sud a été approuvée par l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-56 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 29 août 2016 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud. Ces deux arrêtés ont régulièrement été publiés au Recueil des actes administratifs de la Région Hauts-de-France.

Conformément à l'article L.6132-3 du Code de la Santé Publique, le CHU Amiens Picardie a été désigné comme établissement support par la convention constitutive. Dès lors, il est notamment chargé



d'assurer la fonction Achats pour le compte des établissements parties du groupement hospitalier de territoire Somme Littoral Sud.

A ce titre, le CHU Amiens Picardie est seul compétent pour la passation et la signature de l'ensemble des marchés du GHT Somme Littoral Sud.

Conformément à la convention constitutive du GHT Somme Littoral Sud, le nombre de membres du GHT Somme Littoral Sud pourra évoluer dans le temps.

Compétences de l'établissement support et des établissements parties

Conformément aux dispositions législatives (L. 6132-1 à L. 6132-16 du Code de la Santé Publique (CoSP) issues de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 dite de modernisation de notre système de santé et des dispositions réglementaires (R. 6132-1 à R. 6132-24 du CoSP) en application du décret n°2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements hospitaliers de territoire, le CHU Amiens Picardie, établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire Somme Littoral Sud, gère la fonction achat pour le compte des établissements parties au groupement.

La fonction achat mutualisée regroupe ainsi un périmètre circonscrit au cycle d'achat :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat en exploitation et en investissement ;
- La planification et la passation des marchés ;
- Le contrôle de gestion des achats ;
- L'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action des achats du groupement hospitalier de territoire.

Les établissements parties au Groupement Hospitalier de Territoire Somme Littoral Sud demeurent garants de l'expression de leurs besoins qui sont consolidés par l'établissement support au niveau du GHT Somme Littoral Sud. La phase d'exécution du marché (cycle approvisionnement : gestion des commandes, leur réception, la liquidation, le mandatement, le paiement) relève de la compétence des établissements parties.

1. Objet du marché, dispositions générales

1.1. Objet

Le présent marché, régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), concerne :

Le remplacement d'un groupe électrogène pour le Centre Hospitalier d'Hesdin

Les fournitures et prestations sont définies au C.C.T.P.

Lieu d'exécution : CH d'Hesdin - 3, rue Prevost – BP 89 – 62140 HESDIN.

1.2. Procédure et forme du contrat

Le présent marché est passé suivant une **procédure adaptée ouverte** avec possibilité de négociation librement définie par l'acheteur, en application des articles L. 2123-1-1°, R. 2123-1-1°, R. 2123-4 et R. 2123-5 du code de la commande publique.



Ce marché comporte des conditions particulières d'exécution liées à l'environnement (notamment pour la gestion des déchets conformément aux dispositions des C.C.T.P.), mais pas au domaine social.

Il s'agit d'un **marché ordinaire**, conclu à **prix global et forfaitaire**.

1.3. Décomposition du marché

1.3.1. Allotissement

Conformément aux dispositions des articles L. 2113-11 et R. 2113-3 du Code de la Commande Publique (C.C.P.), ce marché ne fait pas l'objet d'un allotissement, ni géographique, ni technique.

En outre, l'objet du marché présente des prestations fortement dépendantes et liées avec des interfaces importantes telles que la dévolution en lots séparés rendrait techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Il n'y a pas d'allotissement du marché afin notamment de :

- limiter les interfaces et le partage de responsabilité qui en découle et maintenir la sécurité juridique des relations contractuelles ;
- mutualiser les moyens nécessaires à l'exécution des différentes prestations.
- optimiser l'ordonnancement des prestations.

1.3.2. Décomposition en tranches

Ce marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en tranches au sens des articles R.2191-13 et R.2191-14 du Code de la commande publique.

1.4. Représentation des parties

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom "le titulaire" sont précisées à l'acte d'engagement.

Le titulaire est soit un candidat individuel soit un groupement d'entreprises.

Les modalités spécifiques au groupement d'entreprises sont détaillées à l'article 1.7.1 du présent C.C.A.P.

En cas de groupement conjoint, il est précisé que le mandataire est solidaire des autres opérateurs du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du pouvoir adjudicateur, jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin.

Dès la notification du marché, le titulaire et le maître d'ouvrage désignent une personne physique habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifient cette désignation à l'autre partie.

Dans l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.



Le maître d'ouvrage peut demander un changement d'interlocuteur ; ce changement doit alors être effectif sous deux semaines à compter de la demande.

1.5. Parties et intervenants à l'opération

1.5.1. Maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le CH d'Hesdin - 3, rue Prévost – BP 89 – 62140 HESDIN.

1.5.2. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le CH d'Hesdin - 3, rue Prévost – BP 89 – 62140 HESDIN.

1.5.3. Organisation Pilotage Coordination

La mission d'OPC est assurée par le CH d'Hesdin - 3, rue Prévost – BP 89 – 62140 HESDIN.

1.5.4. Informations réciproques des parties

- Informations données par le maître d'ouvrage au titulaire pendant l'exécution du marché :

Le maître d'ouvrage communique au titulaire toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au titulaire pour l'exécution du présent marché.

Il s'agit notamment :

- De toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire,
- De toute observation ou de tout document adressé directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

- Informations données par le titulaire au maître d'ouvrage :

Le titulaire communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

- Confidentialité :

Le titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu Communication d'informations, de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation écrite du Maître d'Ouvrage, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

1.6. Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations ou travaux similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.7. Cotraitance et sous-traitance

1.7.1 Cotraitance

Le groupement peut être solidaire ou conjoint.

Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute.

Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

La nature du groupement est précisée dans l'acte d'engagement.

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis du maître d'ouvrage, coordonne les prestations et veille à instaurer une bonne communication entre les membres du groupement et avec le maître d'ouvrage.

À ce titre, il reçoit mandat des membres du groupement pour :

- ▮ Remettre les offres initiales et complémentaires et de manière générale coordonner l'établissement de tous les documents contractuels, notamment :

- Faire signer le marché et les avenants par chacun des membres.

Ou

- Signer le marché et les avenants, si le mandataire dispose des pouvoirs nécessaires.

- ▮ Transmettre au maître d'ouvrage les demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants émanant de chaque membre.

- ▮ Transmettre aux membres concernés du groupement les ordres de service et toutes instructions, notes, plans, directives, etc. émanant du maître d'ouvrage ou de son représentant.

- ▮ Remettre, au maître d'ouvrage, dans les conditions de forme et de délais prévus au marché, les documents dus au titre de ce marché et s'assurer de leur approbation.

Les projets de décomptes et les demandes d'acomptes qui sont transmis au maître d'ouvrage après sa vérification, sont revêtus de son visa pour accord et sont accompagnés, le cas échéant, de ses observations.

- ▮ Toute autre communication destinée au maître d'ouvrage est transmise : Par le membre du groupement concerné, à charge pour lui d'en informer préalablement le mandataire et les autres membres du groupement.

Le pouvoir adjudicateur impose que le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, pour l'exécution du marché.

1.7.2 Sous-traitance

La sous-traitance est interdite s'agissant des fournitures. Elle est autorisée uniquement pour les prestations d'installation.

Les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du C.C.A.G. FCS.



L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître d'ouvrage.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera l'acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé en y joignant les pièces qui y sont demandées.

En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du C.C.A.G. FCS, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

2. Pièces contractuelles

Pièces particulières :

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-F.C.S., les pièces contractuelles du marché sont les suivantes:

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses éventuelles annexes :
 - Annexe n°1 : la répartition des paiements en cas de groupement, le cas échéant,
 - Annexe n°2 : la ou les déclarations de sous-traitance éventuelles ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et son annexe Fiche technique du groupe à remplacer ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Pièces générales :

- Le code de la commande publique entré en vigueur le 1^{er} avril 2019 ;
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- Les éventuels textes visés au C.C.T.P.

En cas de contradiction entre leurs stipulations, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre de priorité prévu ci-dessus.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son (ses) annexe(s), la pièce principale prévaut, à l'exception de l'éventuelle annexe à l'acte d'engagement relative à la mise au point du marché.

Les documents et correspondances relatifs au marché sont rédigés en langue française. Les exemplaires conservés par le pouvoir adjudicateur font seuls foi. Ces pièces seront appliquées dans leur version la plus récente intégrant ainsi les modifications qui pourraient être apportées.

3. Forme des notifications et informations au titulaire

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, est faite :

- soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques.
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Cette notification peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

3.1. Langue du marché

L'ensemble des documents échangés (correspondances, notices, plans, etc.) et des dossiers de travail et de fin de chantier (D.O.E., ...) seront rédigés en langue française.

Les réunions seront tenues en langue française.

Le titulaire est tenu de désigner une équipe d'encadrement ayant la maîtrise de la langue française.

4. Durée et délais d'exécution

4.1. Durée du marché

Le marché commence à **compter de sa date de notification pour une durée de 6 mois**.

La notification intervient par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. L'avis de réception ou le reçu donné par le destinataire fait foi de la notification.

4.2. Délais d'exécution

Le délai global d'exécution des prestations, comprenant la préparation et l'exécution, est estimé à 13 semaines, dont 4 semaines de préparation, et commencera à compter de la notification du marché.

Planning :

Le titulaire s'engage à respecter les délais sur lesquels il s'est lui-même engagé, sur la base du planning remis au titre de son offre.

Le planning sera rendu contractuel sur décision du maître d'ouvrage après ajustements lors de la période de préparation. Le planning définitif sera remis au titulaire par le maître d'ouvrage pour signature.

Des pénalités pourront être appliquées sur la base des échéances fixées dans ce dernier planning.

Le planning devra prendre en compte les délais nécessaires à l'approvisionnement des produits et équipements demandés.

4.3. Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 alinéa 1 du C.C.A.G.- FCS.

5. Prix

5.1. Contenu et caractéristiques des prix

Les fournitures et prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application **d'un prix global et forfaitaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement et détaillé dans la D.P.G.F.**

La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) présente les prix forfaitaires ayant seuls une valeur contractuelle. Le titulaire s'engage à effectuer les fournitures et prestations nécessaires pour le forfait proposé, quelles que soient les quantités livrées et exécutées.

Les prix comprendront toutes les charges fiscales (hors T.V.A.), parafiscales ou autres, impactant la prestation (et déductions faites des frais liés à la fiscalité propre du prestataire économique et /ou sur le revenu), ou autres frappant obligatoirement la prestation, tels que les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à la manutention, à la sécurisation des lieux d'intervention, à l'assurance, de fonctionnement et de secrétariat, de déplacement et d'hébergement éventuels et de transmission des livrables, et de réunions.

Les prix tiennent compte également des sujétions permettant de faire face à une situation sanitaire née d'une épidémie nécessitant des mesures d'hygiène et de distanciation similaires à la crise sanitaire Covid-19.

Avant établissement du prix, le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

Il est précisé qu'en cas de groupement solidaire ou conjoint, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectués par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances, ainsi que toutes les réunions de travail, de mise au point ou de présentation.

Après remise de son offre, le titulaire ne pourra plus se prévaloir d'omissions, erreurs ou divergences pour se dispenser d'exécuter les prestations conformément aux prescriptions du marché.

5.2. Variation des prix

Le présent marché est passé à prix **ferme et actualisable** (si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations).

Mois d'établissement des prix :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres indiquée en page de garde du règlement de la consultation et reprise dans le C.C.A.P. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

Index de référence :

L'index de référence I est :

Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 27.11. – Moteurs, génératrices et transformateurs électriques - Prix de marché – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010763926.

L'index est publié par l'INSEE.

Révision de prix :

Les prix sont fermes et actualisables par application au prix du marché concerné d'un coefficient donné par la formule $C_n = I(d-3) / I_0$, dans laquelle :

C_n : coefficient d'actualisation

- d : mois de la date de début d'exécution des prestations du marché (= date de démarrage de la période de préparation)

- I_0 : valeur de l'index prise au « mois zéro »

- $I(d-3)$: valeur de l'index de référence I à la date de début d'exécution des prestations (=d) moins 3 mois (sous réserve que la date du début d'exécution des travaux soit postérieure de plus de 3 mois au mois zéro).

5.3. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur.

6. Clauses de financement et de sûreté

6.1. Avance

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € H.T et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance sera égal à 5 % du montant initial du marché, si la durée de son exécution est égale ou inférieure à un an.

Si ce délai est supérieur à un an, le montant de l'avance est fixé à 10 % d'une somme égale à douze fois le montant initial - toutes taxes comprises - du marché, divisé par cette durée exprimée en mois.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2191-7, le taux minimal de l'avance est porté à 10%.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

6.2. Garanties financières de l'avance

Sans objet.

7. Règlement des comptes

7.1. Mode de règlement – Escompte

Le règlement s'effectue sur service fait sur présentation de la facture ou des demandes de paiement équivalentes. Le service fait s'entend à l'issue de la réception des prestations et de la transmission par le titulaire de l'ensemble des justificatifs (facture).

Le service fait sera constaté sur les quantités réellement livrées. Le cas échéant, un bon de commande pourra être soldé à des quantités inférieures à celles commandées, sans réclamation possible par le titulaire.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R2192-11 du Code de la commande publique.

Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par l'établissement concerné.



Toutefois, en application de l'article R2192-13 du code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsque celle-ci est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de facturation erronée, le délai de paiement sera systématiquement suspendu. Les factures erronées seront retournées au titulaire pour correction et seront accompagnées des raisons du refus de paiement.

Le titulaire devra obligatoirement retourner au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

Les candidats préciseront dans leur offre financière, les conditions, exprimées sous forme de taux d'escompte, des escomptes éventuels qu'ils sont disposés à appliquer pour des règlements intervenant sous un délai inférieur ou égal à 50 jours calendaires.

Ces conditions contractuelles, s'appliqueront chaque fois que l'établissement concerné honorera les paiements sous le délai susvisé ou plus court. Elles n'emportent pas obligation pour l'établissement de respecter ce(s) délai(s) dérogatoire(s) même s'il s'y efforcera.

A noter que dans le cadre de l'application des intérêts moratoires, c'est le délai légal maximum de paiement de 50 jours qui restera la base pour le calcul de ces derniers et non les taux d'escompte.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

La demande de paiement devra comporter le numéro du ou des bons de commande.

7.2. Intérêts moratoires

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.3. Présentation des factures au format dématérialisé

Conformément au décret 2019-748 du 18 juillet 2019 concernant la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est obligatoire et exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Dépôt des factures sur CHORUS PRO

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro (<https://choruspro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate



et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Conformément à l'article 1 du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, les factures déposées sur CHORUS PRO à l'encontre de l'établissement concerné du GHT Somme Littoral Sud doivent comporter les mentions suivantes reprises à l'article D.2192-2 du code de la commande publique :

- 1° La date d'émission de la facture ;
 - 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
 - 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
 - 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
 - 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service en charge du paiement ;
 - 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
 - 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés et des prestations réalisés ;
 - 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés et des prestations réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
 - 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
 - 10° L'identification le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
 - 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
 - 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- « Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce. Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures ».

Le SIRET de l'établissement à utiliser lors de ces dépôts est :

ETABLISSEMENT	N° SIRET
Centre Hospitalier d'HESDIN	266 209 386 00017

7.4. Demandes de paiement

7.4.1 Paiements des cotraitants et des sous-traitants

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.



En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée dans l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au donneur d'ordre la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En complément de l'article 12.2 du C.C.A.G. FCS, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par l'acheteur sur la base de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant, l'acheteur procédera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours du marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

7.4.2 Présentation des factures

La facturation devra rappeler les références du marché et mentionner les éléments de calculs des prix.

Les décomptes, factures et mémoires afférents au paiement porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du créancier,
- Le numéro et la date de notification du marché et de chaque avenant,
- La prestation exécutée ou livrée,
- Le cas échéant le numéro du bon de commande ou de l'ordre de service,
- La période sur laquelle porte la facturation,
- Le montant hors TVA de la prestation exécutée ou livrée,
- Le taux et le montant de la TVA.

7.5. Délai global de paiement et intérêts moratoires

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jour(s) à compter de la réception de la demande d'acompte par le maître d'œuvre ou, pour le solde, à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, l'ensemble des pénalités, si elles sont appliquées, le seront



sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucun seuil plancher pour exonération de pénalité n'est prévu.

Les pénalités sont cumulables et ne libèrent pas le titulaire des sanctions, amendes et frais d'indemnisation de tiers qui pourraient lui être infligés par les autorités compétentes pour non-respect des dispositions légales.

Le montant des pénalités s'entend hors T.V.A.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, il est fait application des pénalités suivantes :

8.1. Retard dans l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations, le montant de cette pénalité est fixé à **250 € par jour calendaire de retard**.

8.2. Retard dans la remise des documents

En cas de retard dans la remise des documents demandés au C.C.T.P. et au C.C.A.P., le titulaire peut se voir appliquer une pénalité fixée à **50 € par jour calendaire de retard**.

Cette pénalité journalière s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à la personne publique.

8.3. Réunions

En cas d'absence non excusée d'un représentant qualifié de l'entreprise à une réunion, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à **100 € par occurrence**.

8.4. Non remise en état des lieux

Lorsque le titulaire n'a pas remis en état les lieux dans le délai imparti, ces prestations seront mises en œuvre à ses frais, sans préjudice d'une pénalité journalière qui lui sera opposable de **1000 € par jour calendaire de retard**.

8.5. Défaut de balisage ou non-respect de la sécurité des lieux ou de la propreté du chantier

Une pénalité de **50 € par jour calendaire de retard** sera appliquée en cas d'absence de balisage ou de non-respect de la sécurité des lieux ou de la propreté du chantier.

8.6. Pénalité pour sous-traitance non déclarée

Le titulaire encourt une pénalité de **1/3000^{ème} du montant de l'offre par jour calendaire de retard**, pour toute sous-traitance constatée sur le chantier n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur notifiée par ordre

de service sans mise en demeure préalable.

8.7. Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à **10 % du montant TTC du marché**.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

9. Modalités d'exécution du marché

9.1. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations seront réalisées dans les conditions du CCTP.

9.1.1 Accès et consignes

Le personnel du titulaire doit justifier de son appartenance à la société, titulaire du marché.

9.1.2 Emplacement des installations de chantier

Les conditions sont précisées à l'article 3.04 du C.C.T.P.

9.1.3 Consignes générales de sécurité

Le titulaire et son personnel devront respecter les « consignes générales de sécurité » de l'établissement partie.

9.2. Obligations du titulaire

9.2.1 Réunions

Une réunion de préparation sera organisée après la notification du marché afin de définir précisément les termes de l'intervention : horaires, validation du planning, méthodologie d'intervention.

Un état des lieux des installations au cours de la phase de préparation sera organisé entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur suite à la notification du marché.

Deux autres réunions seront organisées ultérieurement entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur : une réunion en cours de prestations et une réunion à la réception des prestations.

En tant que de besoin, la pouvoir adjudicateur pourra programmer - sans surcoût - d'autres réunions avec le prestataire.

9.2.2 Coopération

Pendant toute la durée du marché, le titulaire est tenu à une coopération étroite et régulière avec le pouvoir adjudicateur.



9.2.3 Intervenants

9.2.3.1 Conducteur des prestations du pouvoir adjudicateur

L'établissement partie désignera un interlocuteur pour assurer le suivi des prestations, qui sera associé à toutes les rencontres collectives.

Les coordonnées de ce référent seront fournies au titulaire suite à la notification du marché.

9.2.3.2 Agent référent du titulaire et équipe dédiés à la réalisation du marché

Dans son offre, le titulaire a renseigné le nom de l'interlocuteur et l'équipe dédiés à la réalisation des prestations prévues au marché et à son suivi.

Le marché est placé sous la conduite d'un responsable technique. Interlocuteur direct de l'établissement partie, il répond aux convocations sur site et à un pouvoir suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Il est responsable :

- du respect des plannings,
- du contrôle de la qualité des prestations,
- du suivi du marché,
- de la discipline et du respect des consignes par le personnel intervenant.

La liste du personnel et des remplaçants nommément désignés (conformément à son offre technique) doit être adressée, en début d'exécution du marché, pour agrément à l'établissement partie ce personnel est le seul à pouvoir intervenir sur les sites. Toute modification doit être signalée à l'établissement partie.

Le titulaire dote l'ensemble de son personnel d'un vêtement de travail et de toutes les protections nécessaires.

Le personnel du titulaire intervenant sur les sites doit porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise. Aucun agent ne sera admis, s'il est démuné de son insigne.

Dans le cadre de ses interventions, le personnel doit se présenter à l'accueil du site avant de commencer toute prestation.

Le personnel du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la réglementation du travail,
- aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur site.

L'établissement partie se réserve le droit de demander au titulaire le remplacement de tout membre du personnel ou même de lui refuser l'accès au site.

Si l'un des membres de cette équipe n'est plus en mesure d'assurer sa mission, le titulaire devra aviser immédiatement l'établissement partie, par courrier ou courriel avec accusé de réception. Il devra alors proposer un remplaçant dans un délai de 7 jours à compter de cette information. La personne remplaçante devra avoir une expérience et des compétences équivalentes.

Elle est considérée comme acceptée si l'établissement partie ne la récuse pas dans un délai de 15 jours



à compter de la réception de la proposition du remplaçant.

9.2.4 Cadre d'intervention

Le prestataire s'engage à mettre en place et à utiliser tous les moyens nécessaires à l'exécution du présent marché à toute période de l'année, à l'exception des cas de force majeure.

Le prestataire prendra toutes les précautions nécessaires pour assurer la sécurité du personnel, des locaux et du matériel qui lui sont confiés.

9.2.5 Confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

9.2.6 Présentation des livrables

Les livrables indiqués au C.C.T.P. et au C.C.A.P. seront à remettre par le titulaire au maître d'ouvrage.

9.3. Responsabilité du titulaire

9.3.1 Dommages causés du fait de l'exécution des prestations

Le titulaire du marché assure à ses frais l'exécution des travaux éventuels consécutifs à des dégradations commises, soit par le personnel, soit par une utilisation inappropriée des produits sur les supports traités ou d'une mauvaise utilisation des matériels ou machines.

Si consécutivement à l'intervention du titulaire du marché, des dégâts venaient à être occasionnés ou engendreraient des désordres, le titulaire a à charge de remédier à l'ensemble des faits et doit remettre en état les biens détruits ou abîmés.

9.3.2 Gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les prestations est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

10. Constatation de l'exécution des prestations

La réalisation de chaque partie distincte à réaliser fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

10.1. Opérations de vérification

Les prestations faisant l'objet du marché seront soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché, conformément aux dispositions du C.C.T.P. et selon les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG FCS.



Les vérifications seront effectuées à l'issue de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 27 et 30 du CCAG-FCS et dans un délai d'15 jours.

La personne responsable du marché peut contrôler, à tout moment, la quantité et la qualité des prestations exécutées avec l'aide d'un organisme extérieur spécialisé.

Les opérations de vérifications ont lieu à l'issue de la réception des prestations.

Les opérations de vérification ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées,
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

L'état de propreté du chantier fera également l'objet d'une vérification au regard notamment de :

- L'absence de déchets de tous types,
- Le bon état des ouvrages.

Ce marché est conclu avec une obligation de résultat.

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider :

- Soit d'ajourner les prestations. Dans ce cas, le titulaire est invité à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point, dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur.
- Soit de rejeter les prestations. Dans ce cas, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché, dans le délai imposé par le pouvoir adjudicateur.
- Soit d'accepter les prestations en l'état avec une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Si le pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans le délai imparti, les prestations sont considérées comme reçues.

En cas de rejet ou d'ajournement, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché, dans le délai imposé par le pouvoir adjudicateur, et ce sans surcoût.

Après présentation par le titulaire des prestations modifiées, le pouvoir adjudicateur dispose pour donner son avis du même délai que celui indiqué ci-dessus.

10.2. Décision après vérification

Au vu des constatations de service fait in situ, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG-FCS par l'ingénieur responsable de la maintenance ou son représentant.

11. Garantie biennale

Les équipements installés devront être garantis deux ans au titre de la garantie de bon fonctionnement.

12. Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9.2 du CCAG FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants

inclus) doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de la personne publique à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

13. Clauses de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, il est convenu la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

- Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution :

Le titulaire pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

- Ajustement des prestations :

Les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution du marché, d'événements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles ou temporelles, lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations.

14. Différends et litiges

Conformément à l'article 46-1 du CCAG-FCS, le CH d'Hesdin et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.



Tout différend entre le titulaire et le CH d'Hesdin doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au CH d'Hesdin dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le CH d'Hesdin dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Instance de règlement amiable des litiges :

- Comité Consultatif de Règlement Amiable des litiges (CCRA) de Nancy- Préfecture de Meurthe-et-Moselle

1, rue du Préfet Claude Erignac –53 038 NANCY Cedex

Instance chargée des procédures de recours :

- Tribunal administratif d'Amiens

14 rue Lemerchier

BP 14 - CS 81114

80011 AMIENS CEDEX 01

Tél : 03.22.33.61.70 / Télécopie : 03.22.33.61.71

Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://amiens.tribunal-administratif.fr>

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Greffe du Tribunal Administratif d'Amiens

14 rue Lemerchier

BP 14 - CS 81114

80011 AMIENS CEDEX 01

Tél : 03.22.33.61.70 / Télécopie : 03.22.33.61.71

Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://amiens.tribunal-administratif.fr>

15. Résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies au chapitre 7 du C.C.A.G. FCS.

Résiliation pour motif d'intérêt général :

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

Résiliation pour faute du titulaire

Le maître d'ouvrage pourra résilier le marché selon les dispositions de l'article 50.3 du C.C.A.G. Travaux. La résiliation pour faute n'ouvre pas droit à indemnisation.



Notamment, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Résiliation aux frais et risques du titulaire :

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

16. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17. Clause complémentaire

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG FCS, le Titulaire du marché communique au pouvoir adjudicateur toutes les modifications portant sur sa situation juridique, économique et fonctionnelle.

Le Titulaire est notamment tenu de communiquer par écrit au pouvoir adjudicateur tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le pouvoir adjudicateur n'aurait pas eu connaissance.

18. Dérogations au CCAG-FCS

Liste des articles du C.C.A.G. FCS auxquels il est dérogé et numéros des articles par lesquels sont introduites ces dérogations :



Articles du C.C.A.P.	Articles du C.C.A.G.
2	4.1
8	14, 14.1 et 14.3

Il est expressément stipulé que la liste des dérogations au C.C.A.G.-FCS n'a qu'une valeur indicative.

Cette liste n'est donc pas nécessairement exhaustive. Par conséquent, les dispositions dérogatoires au C.C.A.P.-FCS qui ne figureraient pas dans la liste ci-dessous conserveraient néanmoins toute leur valeur contractuelle pour l'exécution du présent marché.